



HAL
open science

**Compte rendu de Thomas Andrews, Killing for Coal.
America's Deadliest Labor War (Harvard University
Press, 2008)**

Renaud Bécot

► **To cite this version:**

Renaud Bécot. Compte rendu de Thomas Andrews, Killing for Coal. America's Deadliest Labor War (Harvard University Press, 2008). L'An 02, 2013. halshs-03104887

HAL Id: halshs-03104887

<https://shs.hal.science/halshs-03104887v1>

Submitted on 10 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Recension de Thomas G. Andrews, *Killing for Coal*

Recension par Renaud Bécot du livre de Thomas G. Andrews, *Killing for Coal. America's Deadliest Labor War*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2008.

Recension publiée dans la revue *L'an 02*, n° 5, 2013.

Le 20 septembre 2013, le conseil du débat national sur la transition énergétique remettra sa synthèse au gouvernement. Dans une première synthèse des travaux, rendue publique le 18 juillet, le conseil procède à un saisissant raccourci historique, qui interpelle par son manque de nuances et sa désinhibition enjouée. Il est ainsi affirmé qu'à « chaque fois [au cours de l'histoire], la transition énergétique a été source de bénéfices sociaux et économiques »¹. Or, en approfondissant la lecture de cette synthèse, force est de constater que la réflexion historique sur les transitions énergétiques est bien peu mobilisée. En postulant d'emblée le caractère « bénéfique » des transitions énergétiques se trouve évacuée toute réflexion sur les retombées sociales et environnementales des choix historiques opérés en faveur des énergies fossiles. Pourtant, la traduction française des travaux de Timothy Mitchell a permis d'ouvrir un débat sur les fondements énergétiques de nos régimes politiques². L'ouvrage *Killing for Coal* offre l'occasion de préciser la réflexion sur les implications sociales des choix en matière d'énergie. Salué lors de sa publication américaine (recevant notamment le George Perkins Marsh Prize de la Société Américaine d'Histoire Environnementale), l'ouvrage apparaît désormais incontournable dans l'historiographie américaine, en offrant un « puissant rappel des lourdes conséquences des transitions énergétiques passées »³.

L'ambition initiale de l'auteur consiste à cerner les causes qui menèrent au massacre des mineurs grévistes de Ludlow par la garde nationale américaine, le 20 avril 1914. L'historiographie de l'événement reste en effet prise entre des discours contradictoires, forgés par les protagonistes. Or, pour Thomas Andrews, ces récits ne peuvent satisfaire une triple interrogation historique. Premièrement, comment des travailleurs migrants, issus d'horizons différents et installés récemment dans le Colorado, sont-ils parvenus à formuler une cause commune ? Par-delà le massacre, quels facteurs permettent de rendre intelligible la logique de guerre civile qui marque le bassin minier du Colorado en 1913 et 1914 ? Enfin, comment expliquer que l'activité minière, initialement pensée par les entrepreneurs comme contribuant à l'avènement d'une société pacifiée, ait engendré l'un des

1 Synthèse des travaux du débat national sur la transition énergétique de la France, 18 juillet 2013, page 2. En ligne : http://www.transition-energetique.gouv.fr/sites/default/files/synthese_dnte_18_juillet_2013.pdf

2 MITCHELL Timothy, *Petrocratia. La démocratie à l'âge du carbone*, Alfortville, Edition Ere, 2011. Voir la recension de cet ouvrage par Marc Élie : <http://www.laviedesidees.fr/Les-fondements-energetiques-de-la.html>. Voir aussi MITCHELL Timothy, *Carbon Democracy. Le pouvoir politique à l'ère du pétrole*, Paris, La Découverte, 2013.

3 Selon les termes de Paul Sutter, auteur de la plus récente synthèse sur l'historiographie environnementale américaine. Voir SUTTER Paul, « The World With Us : The State of American Environmental History », *The Journal of American History*, Vol. 100/1, June 2013, p.94-119 (118).

conflits sociaux les plus durs du vingtième siècle américain ?

L'originalité réside dans la volonté de l'historien de placer l'évolution du système énergétique au cœur de son explication. Les mouvements sociaux qui marquent le Colorado sont ainsi compris comme le produit d'une société américaine façonnée par son appétit pour les énergies fossiles. Des moyens de transports à l'urbanisme, en passant par les normes du travail et en allant jusqu'à éroder les agencements politiques : Thomas Andrews nous propose de comprendre « comment les travailleurs ont fait l'expérience de leur monde naturel et l'ont transformé, mais aussi la façon dont eux-mêmes ont été transformé par celui-ci » (p.16). Il interroge ainsi le cœur de ce qui produit une transition énergétique, à savoir la mobilisation du travail.

La production d'un monde carboné

L'implantation d'industries extractives au Colorado débute au milieu du XIXe siècle. En suivant les écrits de William Palmer, fondateur de la première entreprise minière de la région en 1880, le lecteur est invité à entendre la voix d'un entrepreneur rêvant de transformer une région aride et inhospitalière en avant-poste de la civilisation américaine. Dans un siècle marqué par l'expansion du rail, l'ingénieur Palmer (alors employé par une compagnie de chemins de fer) partage la croyance en un « progrès », symbolisé à la fois par les possibilités techniques d'usage des énergies fossiles et par l'arrivée du train au pied des Montagnes Rocheuses. Alors que le rail permettait une migration des travailleurs dans un sens, il pouvait évacuer le charbon dans l'autre : les conditions se trouvaient réunies pour intégrer la région dans le marché économique américain. Aux antipodes du repoussoir que constituait la cité industrielle britannique et son lot de misère ouvrière, Palmer entendait canaliser le « progrès ». Loin de plaider en faveur d'un libéralisme débridé, l'entrepreneur défendait un capitalisme hiérarchisé, dont il s'imaginait être le chef d'orchestre en vue de faire advenir une société fondée sur des relations industrielles pacifiées et maîtrisant la « nature » grâce à l'usage des énergies fossiles. Ainsi, « quand il rêvait du chemin de fer idéal, [Palmer] le représentait telle une chaîne de commandement quasi-militaire par laquelle sa volonté serait exécutée » (p.47).

L'œuvre de l'historien s'écrit dès lors en dialogue avec ces mythes, en interrogeant un espace et une temporalité qui restaient jusqu'ici admises comme autant d'évidences par les récits mémoriels et historiens sur le massacre de Ludlow : l'espace désertique du Colorado maîtrisé par l'action humaine d'une part, le temps linéaire du « progrès » technique mis au service de l'expansion économique d'autre part. En s'extrayant du monde fantasmé par les investisseurs, Thomas Andrews déplace le

regard vers l'impact matériel de cet élan vers l'industrialisation. Il invite à saisir l'urbanisation de l'Amérique comme un phénomène dont la caractéristique centrale repose sur une dépendance accrue à l'usage d'énergies fossiles, celles-ci modifiant profondément les modes de vie et altérant les processus de travail. Cette dépendance, en permettant l'exploitation de zones auparavant délaissées, s'accompagne d'une réorganisation des territoires. Alors que Denver devient la vitrine de la prospérité du Colorado, brûlant massivement du combustible jusqu'à se présenter comme la « Cité des Lumières » (p.70), les quartiers industriels peuplés par les classes populaires font désormais l'expérience de la pollution.

Cette structuration inégalitaire du territoire est portée à son paroxysme au fur et à mesure que les énergies fossiles sont mobilisées pour édifier un réseau de transports. En accédant à la mobilité, les habitants des classes aisés peuvent s'affranchir des nuisances industrielles. Ces modes de transports contribuent ainsi « à creuser les fossés sociaux et environnementaux dans la région (...). Le charbon déterminait non seulement la façon dont les habitants vivaient, mais aussi l'endroit où ils vivaient. En fonction de leur position sociale, riches ou pauvres brûlaient différentes qualités et quantités de charbon dans leurs foyers, obtenant leur combustible par des voies différentes, et l'utilisant pour des objectifs distincts » (p.68). Bien loin de faire advenir la société capitaliste harmonieuse et pacifiée dont Palmer rêvait, l'usage croissant de l'énergie fossile devient un puissant outil de distinction entre les classes sociales, en accentuant les inégalités socio-environnementales.

Le "workscape" : repenser l'interaction entre « nature » et « travail »

L'expansion du rail, reposant sur le recours à la houille, favorise finalement les migrations de travail. Simultanément, l'avidité de l'économie américaine en charbon nécessite une mobilisation des travailleurs pour assurer l'extraction minière. Dans le Colorado, leur nombre croît fortement, passant de 1.500 à 15.000 entre 1880 et 1907 (p.96). Venus d'Europe, d'Amérique Latine et d'Asie, des tensions ethniques s'affirment, ponctuellement attisées par les employeurs afin de mettre fin aux conflits sociaux (p.101 et 116). Pourtant, bien que « toute la Société des Nations était représentée à Ludlow » (p.252), ces mineurs vont progressivement faire converger leurs aspirations, jusqu'à formuler une cause commune en 1913-1914.

Pour T. Andrews, cette cohésion résulte d'une organisation du travail propre aux communautés minières. Brisant l'illusion d'un « progrès » technique linéaire, il souligne un paradoxe : « quand bien même le charbon libérait les villes et les campagnes des contraintes malthusiennes des régimes

d'énergies traditionnelles, l'extraction des ressources fossiles continuait de reposer sur le savoir incorporé des travailleurs de la mine et des mules » (p.163). Dépourvu d'outillage mécanique jusque dans les années 1920, le travail minier est alors interrogé au prisme de la notion de « *workscape* » (littéralement, « paysage de travail »). Ce concept vise à analyser « les individus comme des êtres au travail [*working beings*], qui ont changé et ont été changé en retour par un monde "naturel", qui demeure en reconstruction constante (...). Quel que soit le lieu où les individus travaillent, les frontières entre la nature et la culture s'entremêlent toujours » (p.125).

Le *workscape* désigne ainsi le processus d'interactions entre milieu physique, êtres vivants humains et non-humains, par lequel le milieu et les conditions de travail sont transformées. Il revêt les formes visibles des galeries souterraines, résultants de l'effort humain pour organiser l'espace de travail, mais aussi celles plus insidieuses des réactions gazeuses produites par l'échange entre les êtres vivants et le milieu physique. La rémunération étant alors assurée en fonction du rendement (la masse de charbon extrait), les mineurs constataient qu'une partie de leurs tâches n'étaient pas rétribuées, ainsi de l'installation de poutres pour éviter l'écroulement des galeries. Ils se trouvent ainsi confrontés à une injonction contradictoire : assurer leur sécurité ou accroître leurs salaires. Cette contradiction se trouve en outre exacerbée par l'autonomie dont ils bénéficient : « une fois qu'il arrivait dans sa salle de travail, [le travailleur] entrait dans un espace où l'entreprise n'exerçait qu'une faible supervision et ne disposait que d'une autorité rudimentaire » (p.128). Dans ce « creuset souterrain » (p.125) que représentent les mines, les immigrants inventent ensemble les formes de leur travail. L'originalité de ces collectifs réside dans la contribution considérable de non-humains : ainsi des mules qui convoient le charbon dans les galeries souterraines (p.133), mais aussi des souris dont les attitudes permettent aux mineurs de déceler les gaz nocifs et avec lesquelles ils prennent l'habitude de partager leurs repas (p.130).

Ces collectifs de travail trouvent leur raison d'être dans leur capacité à comprendre et à composer avec leur environnement. Ainsi, pour eux, « le mauvais air révélait les interconnexions du sous-sol, de l'air de la mine et des organismes qui travaillaient sous terre » (p.144). Ils développent une connaissance fine des signes permettant d'anticiper les inondations ou les émanations toxiques. Refusant la naturalisation des risques, les mineurs pensaient les gaz nocifs et les explosions comme les produits d'un *workscape* singulier. Lors des accidents, ces collectifs constituaient un outil d'assistance et de solidarité, en convergeant sur les sites sinistrés afin de venir en aide à leurs collègues. Surtout, ces collectifs devenaient le vecteur d'une expression politique des ouvriers, en renforçant la critique des discours patronaux sur la « naturalité » des risques. Cette rhétorique est ainsi dénoncée comme une échappatoire visant à éluder les conséquences du salaire au rendement sur le travail minier (p.152-155).

Ludlow : un conflit du travail lié au contexte de transition énergétique

En 1894, une grève est appelée par le jeune mouvement syndical américain dans l'ensemble des mines. Pour Thomas Andrews, les réductions salariales que connaît alors le Colorado s'expliquent en partie par l'effet du recours aux énergies fossiles sur la construction d'un marché national du travail. En effet, mettant fin à l'isolement de l'Ouest américain, « le charbon et le chemin de fer ont rendu moins cher et plus facile la possibilité pour les migrants de rejoindre le Colorado. Le travail, jusqu'alors rare et donc bien rémunéré, est devenu abondant au cours des années 1880. Les salaires plus élevés ont ainsi chuté » (p.159).

Ce premier conflit d'ampleur se heurte à « un front uni et inédit » des industriels de la région, par-delà les seuls responsables des houillères, car le risque de la « syndicalisation des mineurs présageait d'un coût plus élevé pour les combustibles des autres industries » (p.161). Cette grève inaugure un ressaisissement patronal, qui se traduit par une aspiration au contrôle de l'espace. Cette velléité s'exprimera d'abord par l'affirmation de la prééminence des activités d'extraction sur les autres activités de la région, en particulier l'agriculture. En effet, l'érosion des sols provoquée par l'extraction engendre plusieurs inondations des terres agricoles à proximité des sites miniers. Déniant la responsabilité de ces dommages, les entrepreneurs recrutent peu à peu les agriculteurs dans les exploitations minières, allant jusqu'à l'expropriation des plus réticents (p.204-207).

Cette entreprise d'expansion se poursuit par un quadrillage méthodique du territoire, grâce à la construction de « camps fermés ». Reflets de l'autorité de l'employeur, ces villages gardés militairement visaient à fixer les migrants dans un foyer et à encadrer leur quotidien. Tout en contraignant les employés à se ravitailler dans les magasins appartenant à l'entreprise, celle-ci légalisait l'endettement, afin de renforcer son contrôle sur les comportements individuels (p.221). Or, en affirmant son autorité sur le territoire du hors-travail et sur l'ensemble des aspects de la vie des travailleurs, l'employeur risquait dorénavant d'être contesté sur ces terrains. En s'ingérant dans les communautés ouvrières, « les entreprises transformaient inconsciemment des conflits ancrés dans les *workscapes* souterrains en luttes globales dans lesquelles la signification et le destin de l'Amérique entraient en jeu » (p.232). Le conflit social se muait en conflit politique. L'acteur central de ce conflit restait inchangé ; la communauté de travail des mineurs, formée dans son interaction avec un environnement souterrain, réinvestissait ainsi sa « culture du travail [pour la] métamorphoser aisément en culture oppositionnelle » (p.168).

La revendication centrale du conflit de Ludlow, à savoir la reconnaissance du fait syndical, s'ancre ainsi dans la demande de reconnaissance de l'autonomie dans le travail, avant de s'étendre à la contestation du contrôle industriel hors du travail. De par le recours à l'État pour arbitrer ce conflit, l'aspiration à la syndicalisation se mue en défi politique, par lequel les ouvriers interrogent les pouvoirs sur l'étendue de leur intégration au sein de la communauté politique américaine. Thomas Andrews explore alors brillamment les archives des rencontres organisées par le gouverneur du Colorado, rassemblant employeurs et syndicalistes. Ces derniers, « évitant les abstractions idéologiques ou la technicité des dispositifs juridiques, revenaient systématiquement au sujet qu'ils connaissaient le mieux : l'extraction du charbon » (p.261). Les revendications s'ancrent ainsi dans le *workscape*, tel qu'il est pratiqué au quotidien par ces ouvriers. L'affirmation de leur autonomie vient justifier la revendication de constitution de comités de puits, groupant des travailleurs élus, afin de disposer d'un outil institutionnel apte à appuyer leurs demandes de sécurisation du travail. De fait, « la sécurité du *workscape* était assimilée à son contrôle par les travailleurs » (p.264).

Les mois de violences qui s'étendent de l'automne 1913 à l'automne 1914 s'achèvent pourtant par la reprise en main du territoire par l'armée, chargée de « restaurer la situation d'avant-grève, c'est à dire le contrôle patronal sur le travail et sur les villes appartenant à l'entreprise » (p.282). Outre ce facteur politique, l'historien insiste sur la spécificité de l'usage des énergies fossiles afin d'expliquer ce « retour à la normale ». En effet, l'expansion des chemins de fer facilita l'arrivée de migrants désireux de trouver un emploi. Les grévistes, une fois réprimés, furent rapidement remplacés. Surtout, cette grève demeura localisée : le combustible pouvait circuler par train, en provenance d'autres régions minières. En conséquence, l'alimentation américaine en combustible était maintenue, et l'impact du blocage économique induit par la grève du Colorado restait limité.

Conclusion

En introduisant son ouvrage, l'historien affirme « qu'avant de pouvoir écrire une histoire du travail qui raconte aussi une histoire à propos de la "nature", nous sommes condamnés à perpétuer une longue tradition euro-américaine de segmentation du travail et de la nature » (p.16). Pourtant, au terme de son étude, l'apport le plus précieux d'Andrews réside bien dans l'élaboration d'une analyse permettant de lier mutations du travail et transformations environnementales. Au travers de la notion de *workscape*, l'auteur propose de rompre avec une acceptation figée du « travail » et de « l'environnement », qui opposerait ces termes, pour saisir leur interaction constitutive.

L'auteur offre surtout un éclairage majeur des bouleversements sociaux, politiques et environnementaux d'une transition énergétique, à l'échelle d'un territoire. En effet, alors que l'approche macroéconomique de Timothy Mitchell laissait entrevoir une transition énergétique

dépendante de processus socio-économiques et politiques aussi fluides qu'ils paraissent hors de portée des acteurs, l'œuvre de Thomas Andrews se distingue nettement de cette approche, sans pour autant proposer une démarche antagonique⁴. En effet, le souci de l'historien consiste ici à documenter au plus près l'action des acteurs locaux, en identifiant les responsables des choix opérés et en saisissant les leviers employés pour mener à bien cette transition, à commencer par la mobilisation des travailleurs. Loin d'être l'œuvre de rationalités économiques lointaines, l'achèvement de la transition énergétique devient ici une affaire pleinement sociale, faisant l'objet de tensions et de conflits violents entre protagonistes.

Thomas Andrews achève son ouvrage en décrivant la région de Ludlow dans les années 2000. Aux mines et camps détruits depuis des décennies ont succédé des résidences secondaires et des espaces de loisirs. Pourtant, l'auteur suggère que « des continuités plus profondes viennent miner l'apparent contraste entre la croissance actuelle de ces zones et la première expansion du XIXe siècle, fondée sur l'extraction de ressources naturelles » (p.289). Pour lui, le trait caractéristique de cette région demeure sa transformation et sa reconstruction permanente à partir des énergies fossiles. Au final, il invite à comprendre « comment des visions historiques plus holistes nous aident à comprendre les dilemmes présents les plus pressants (...). Si nos problèmes contemporains résultent des interconnexions - ces interactions que nous avons retracé entre des éléments variés du monde naturel, différents groupes sociaux et des institutions humaines - alors nous devons chercher des solutions similaires en ce qu'elles composeront avec ces connections » (p. 291).

4 Précisons que les publications de Timothy Mitchell sont postérieures à celles de Thomas Andrews, ce dernier n'étant que brièvement et sans discussion approfondie par T. Mitchell. Nous renvoyons à MITCHELL Timothy, *Carbon Democracy. Le pouvoir politique à l'ère du pétrole*, Paris, La Découverte, 2013.